



Le 17 avril 2019

Lettre ouverte à la communauté financière : une action urgente est nécessaire pour prendre en compte les risques financiers liés au changement climatique

Publiée par le Monde le 17 avril 2019

Par François Villeroy de Galhau (gouverneur de la Banque de France), Mark Carney (gouverneur de la Banque d'Angleterre) et Frank Elderson (président du Réseau des banques centrales et superviseurs pour le verdissement du système financier – Network for Greening the Financial System (NGFS))

Les effets catastrophiques du changement climatique sont déjà visibles partout dans le monde. Des vagues de chaleur extrême en Amérique du Nord aux typhons en Asie du Sud Est et aux épisodes de sécheresse en Afrique et en Australie, aucun pays ni aucune communauté ne sont épargnés. Ces événements endommagent les infrastructures et les biens, nuisent à la santé, font baisser la productivité et détruisent le patrimoine. Ils perturbent les échanges commerciaux et provoquent de graves pénuries de ressources. Et ils sont extrêmement coûteux : les pertes couvertes par les assurances, en termes corrigés de l'inflation, ont été multipliées par cinq au cours des trois dernières décennies. Les coûts humains et financiers gigantesques du changement climatique ont un effet dévastateur sur notre bien-être collectif.

L'impact du changement climatique a contraint les gouvernements à agir. Aujourd'hui, à la suite de l'Accord de Paris sur le climat (COP21), les gouvernements du monde entier mettent en place des politiques visant à contenir l'élévation de la température moyenne à l'échelle mondiale en deçà de deux degrés. Les actions engagées par les différents pays permettront une transition collective vers une économie à faible émission de carbone.

Mais cette transition porte en elle ses propres risques. Les émissions de carbone doivent diminuer de 45 % par rapport aux niveaux de 2010 au cours de la prochaine décennie pour atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. Cela demande une réallocation massive des capitaux. Si certaines entreprises et certains secteurs ne parviennent pas à s'adapter à ce nouveau monde, ils ne pourront pas subsister.

La responsabilité première de la politique climatique continuera d'incomber aux gouvernements. Et le secteur privé sera déterminant pour réussir les adaptations nécessaires. Mais en tant que responsables de la stabilité de nos systèmes financiers, nous ne pouvons pas ignorer les risques physiques et de transition qui se manifestent sous nos yeux.

C'est pourquoi 34 banques centrales et superviseurs – représentant cinq continents, la moitié des émissions mondiales de gaz à effet de serre ainsi que la supervision des deux tiers des banques et des sociétés d'assurance d'importance systémique mondiale – ont uni leurs forces en 2017 pour créer une coalition positive des bonnes volontés : le Réseau des banques centrales et superviseurs pour le verdissement du système financier (Network for Greening the Financial System – NGFS).

Aujourd'hui, le premier rapport du NGFS vise à traduire en actions concrètes les engagements pris pour agir sur les risques financiers liés au climat. Les quatre recommandations figurant dans le rapport fournissent à l'ensemble des banques centrales, des autorités de supervision et à la communauté financière des éléments pour les aider à assurer une transition sans heurt vers une économie à faible émission de carbone. Nous appelons par conséquent les décideurs politiques et le secteur financier à :

Premièrement, intégrer au quotidien le suivi des risques financiers liés au climat dans la supervision prudentielle, l'évaluation de la stabilité financière et la gestion des risques au plus haut niveau de décision. Les superviseurs sont encouragés à préciser leurs attentes pour que les institutions financières tiennent compte de manière appropriée des risques financiers liés au changement climatique, notamment en conduisant des analyses basées sur des scénarios afin d'évaluer leur résilience stratégique aux mesures sur le climat. Les entreprises sont encouragées à adopter une approche stratégique de long terme pour la prise en compte de ces risques et à les intégrer dans leurs dispositifs habituels de gouvernance et de gestion des risques.

Deuxièmement, donner l'exemple. Les banques centrales en particulier sont incitées à intégrer les facteurs liés au développement durable dans leur propre gestion de portefeuille.

Troisièmement, collaborer afin de combler le manque de données et d'améliorer l'évaluation des risques liés au climat. Les autorités publiques devraient partager et, si possible, diffuser publiquement les données relatives au risque climatique.

Quatrièmement, renforcer les compétences en interne et partager les connaissances en matière de gestion des risques financiers liés au changement climatique avec les autres parties prenantes. Pour parvenir à une prise en compte efficace des risques climatiques dans l'ensemble du système financier, il est important d'encourager les collaborations internes et externes.

Le succès de ces recommandations dépend de deux facteurs importants, qui renvoient à deux appels plus généraux du NGFS à agir en vue de publier et de classer les risques financiers liés au climat. En premier lieu, afin d'inciter le marché et les régulateurs à évaluer de façon appropriée les risques et opportunités attachés au risque climatique, la publication de données solides et homogènes au plan international est vitale. Le marché et les autorités doivent continuer de travailler ensemble afin de déterminer les outils de mesure les plus utiles à la décision en matière de publication des données financières relatives au climat. En second lieu, le NGFS invite les régulateurs à développer un système de classification approprié pour identifier les activités économiques qui contribuent à la transition vers une économie verte et à faible émission de carbone. Cela sera particulièrement utile pour aider les acteurs financiers à prendre des décisions d'investissement et de prêt selon des critères durables.

Si la communauté financière applique ces recommandations, nous aurons franchi deux grandes étapes sur la voie d'une transition ordonnée vers une économie à faible émission de carbone. Nous reconnaissons que les défis auxquels nous sommes confrontés sont sans précédent, urgents et complexes à analyser. Les enjeux sont sans aucun doute élevés, mais l'engagement de tous les acteurs du système financier à agir selon ces recommandations devrait permettre d'échapper à un « moment Minsky climatique ».

Tant que les températures et le niveau des mers continueront de s'élever et, avec eux, les risques financiers liés au climat, les banques centrales, les superviseurs et les institutions financières continueront de faire monter la pression pour prendre en compte les risques liés au climat et verdir le système financier. Nous avons besoin d'un leadership collectif et d'une action de tous les pays ; et nous devons être ambitieux. Le changement climatique est un problème mondial, qui exige des solutions mondiales dans lesquelles l'ensemble du secteur financier a un rôle central à jouer. Le NGFS est au cœur de la réponse des banques centrales et des superviseurs.